



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ**  
**portant modification d'autorisation unique**

**Parc éolien à ASSAINVILLERS exploité par la SARL SEPE Les Garaches**

**LE PRÉFET DE LA SOMME**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 181-32 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 portant autorisation unique de construire et d'exploiter un parc éolien comprenant cinq aérogénérateurs et deux postes de livraison à ASSAINVILLERS, au bénéfice de la SARL SEPE Les Garaches ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les donnés actes des 6 octobre 2020 et 23 mai 2022 considérant que les modifications du parc éolien susvisé ne sont pas substantielles ;

Vu la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 5 juin 2024 sur le site du parc éolien susvisé ;

Vu les éléments relatifs au VOR de Montdidier transmis le 11 juillet 2024 par le service national d'ingénierie aéroportuaire ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 août 2024, transmis à l'exploitant par courriel du 8 août 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 19 août 2024, reçu le 23 août suivant ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. La mise en place du parc éolien Les Garaches est conditionnée au respect des termes de la convention relative aux modalités de financement des travaux de remplacement du VOR conventionnel de Montdidier par un VOR Doppler (convention référencée V1R2 / 03 novembre 2016) signée les 14 et 21 novembre 2016 entre la Direction de la Technique et de l'Innovation (DTI), la Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA) et la SARL SEPE Les Garaches ;
2. Le radiophare omnidirectionnel VHF (VOR) de Montdidier a été retiré le 3 novembre 2022 ;
3. Le service national d'ingénierie aéroportuaire ayant indiqué, le 11 juillet 2024, qu'une fois retiré de service un même VOR ne peut pas être remis en service, la convention engageant la SARL SEPE Les Garaches avec la DTI et la DSNA pour le remplacement du VOR de Montdidier est donc devenue caduque ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

Les dispositions de l'article 5 du titre I de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 portant autorisation unique de construire et d'exploiter un parc éolien comprenant cinq aérogénérateurs et deux postes de livraison à ASSAINVILLERS, au bénéfice de la

SARL SEPE Les Garaches dont le siège social est situé 134 rue de Beauvais - 60280 MARGNY-LES-COMPIÈGNE, sont abrogées.

## **Article 2 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Douai :

- par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être également saisie via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet suivant : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## **Article 3 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'ASSAINVILLERS et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie d'ASSAINVILLERS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante :

<https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

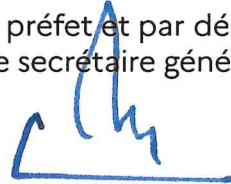
L'affichage en mairie mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de Montdidier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et le maire d'ASSAINVILLERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le **- 4 OCT. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD